



Communiqué de presse : Non au PasseportGate Bis !

Kinshasa le 30 octobre 2020

La campagne « Le Congo n'est pas à vendre » (CNPAV) constate avec consternation que le dossier passeport continue à être géré en toute opacité sans qu'aucune communication officielle ne soit faite de la part du Ministère des Affaires étrangères. En outre nous apprenons via plusieurs médias que le Ministère des Affaires étrangères serait en voie de finaliser un nouveau contrat avec la société LOCOSEM pour la production des passeports, dont le prix passerait de 185 à 100 dollars américains. Malgré ses rumeurs à première vue positives, *Le Congo n'est pas à vendre* est loin de considérer ceci comme une victoire. En effet, LOCOSEM n'est autre qu'une filiale de Semlex, la société qui est au cœur du PasseportGate. Par ailleurs, la procédure opaque suivie pour l'octroi de ce nouveau contrat n'est pas de nature à rassurer l'option publique.

Depuis le mois de mars 2020, la campagne *Le Congo n'est pas à vendre* appelle le Gouvernement à assurer la transparence complète dans le dossier des passeports qui fait l'objet de controverses et de soupçons de corruption depuis des années. Malgré ses appels, le Gouvernement a laissé expirer le contrat avec Semlex en Juin sans lancer d'appel d'offre, menant à une pénurie des passeports.

A présent, les diverses sources parlent de la signature d'un contrat avec LOCOSEM. Si confirmé, ceci viendrait contredire les propos de la Ministre des Affaires étrangères sur la rupture de la collaboration avec l'ancien prestataire SEMLEX, puisque LOCOSEM est la filiale congolaise de SEMLEX. Ainsi, sans la moindre enquête sur les sévères allégations de corruption et sans aucun appel d'offre, le gouvernement se réengagerait avec les mêmes acteurs. Le manque de redevabilité atteint ainsi son sommet, suite à l'absence de réponse par la Ministre des Affaires étrangères à l'interpellation du député Jean Baptiste Kasekwa qui avait exigé que lumière soit faite sur cette affaire.

La campagne « le Congo n'est pas à vendre » rappelle au gouvernement congolais ainsi qu'au président de la République qu'elle exige :

- la sensible baisse du prix du passeport
- la cessation du contrat de l'entreprise Semlex
- la transparence dans la passation des marchés
- l'ouverture d'une enquête judiciaire crédible sur les soupçons de corruption à propos du précédent contrat.

Organisations signataires : ODEP, OEARSE, AFREWATCH, LUCHA, FILIMBI, UNIS, RESOURCE MATTERS, AETA

Les congolais attendent une communication officielle dans ce sens de la part du Gouvernement.

Contact Presse :

Jimmy Kande : +243 811 971 984
Jean Claude Mputu : +32 498 38 11 39

Organisations signataires : ODEP, OEARSE, AFREWATCH, LUCHA, FILIMBI, UNIS, RESOURCE MATTERS, AETA